

# canal D

Une action de développement par la communication

Hebdomadaire d'Informations et de Communication (11ème année) N° 204 du 19 Septembre 2024 PRIX 250F

16ème séance du CPC

## L'amélioration du cadre électoral au menu des discussions

P.3

- 23 formations politiques sur 26 au rendez-vous
- Le renouvellement de la CENI après les sénatoriales



OTR

P.2

Lutte contre la délinquance fiscale et financière

### L'Académie Francophone de l'OCDE voit le jour à Lomé



EDUCATION

P.5

### L'Association ASAED équipe 558 enfants en kits scolaires à Gati



GUINÉE CONAKRY

P.7

### Fin de cavale pour le fugitif le plus recherché du pays



« Sauvons une élite du futur » / 4ème édition

## « Nénuphar et Lotus » apporte du sourire aux enfants défavorisés de Yéviépé

P.4





Lutte contre la délinquance fiscale et financière :

## L'Académie Francophone de l'OCDE voit le jour à Lomé

Le siège de l'Office Togolais des Recettes (OTR) à Lomé a abrité, le lundi 16 septembre 2024, la cérémonie de lancement officielle de l'Académie francophone de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). Une initiative significative pour la formation des acteurs de la lutte contre la délinquance fiscale et financière au sein de l'espace francophone.

L'Académie, désormais opérationnelle, est hébergée par l'Institut de Formation Fiscale et Douanière de l'OTR (IFFD-OTR) et se positionne comme un centre régional stratégique. À l'instar d'autres centres régionaux de l'OCDE, cette académie a pour mission principale d'accueillir des stagiaires et spécialistes issus de pays francophones pour des sessions de formation en présentiel. L'objectif est de renforcer leurs compétences dans l'élaboration des normes, la mesure d'impacts, et les enquêtes portant sur les délits fiscaux et financiers, afin de soutenir les efforts mondiaux contre les flux financiers illicites.

### Un programme pilote axé sur la lutte contre la fraude à la TVA

Le programme inaugural, qui se déroule du 16 au 20 septembre 2024, se concentre sur « Les enquêtes en

matière de fraude à la TVA/TPS » et réunit 35 participants venus de 16 pays, dont le Bénin, la Côte d'Ivoire, la France, le Maroc, et le Togo. Ce programme pilote s'inscrit dans une vision à long terme, et les formations dispensées ont pour but de mobiliser les ressources nécessaires pour lutter efficacement contre les pratiques frauduleuses affectant les économies nationales.

Selon le directeur de l'IFFD-OTR, Dr Kibalo Bagna, ce lancement symbolise une avancée majeure pour le Togo : « C'est une première de voir des experts français se faire former en Afrique. Le Togo a eu l'honneur d'abriter cette académie, un privilège qui renforce notre position en matière de lutte contre la délinquance fiscale et douanière ».

### Une collaboration internationale pour endiguer les flux financiers illicites

L'Académie francophone de l'OCDE vise à offrir



La table d'honneur



### Visite des salles de cours

motion de la violence.

Les formateurs, experts de renommée internationale venus de la France, du Canada et de l'Argentine, sont certifiés par l'OCDE et chargés d'assurer la qualité de ces formations.

### Des perspectives prometteuses pour le Togo

Cette phase pilote s'étalera sur cinq ans, au terme desquels, selon les résultats obtenus, un contrat pourra être signé avec l'OCDE pour pérenniser cette collaboration. Le programme actuel qui aboutira le vendredi 20 septembre avec la remise des diplômes aux participants, n'est que le début d'une série d'actions de formation destinées à doter les pays francophones d'outils efficaces contre la fraude fiscale et les délits financiers.

Yvette Sossou

Kozah :

## Les conseillers municipaux Tchabou Dèdèdiwè et Awadé Massama-Esso offrent des kits scolaires aux EPP et JEF Lama Poudè et Kinzi pour la rentrée 2024-2025

La rentrée scolaire 2024-2025 a officiellement débuté ce lundi 16 septembre au Togo, marquant la fin de deux mois de vacances. Comme à l'accoutumée, plusieurs personnalités et bienfaiteurs se sont mobilisés pour accompagner ce moment clé et répondre aux besoins urgents des établissements scolaires. Parmi eux, les conseillers municipaux Dèdèdiwè Tchabou et Massama-Esso Awadé, militants engagés de la commune de Kozah 1, se sont une fois de plus illustrés par leur geste généreux en faveur des écoles primaires publiques (EPP) et du jardin d'enfants (JEF) Lama Poudè et Kinzi.



Dons offerts aux écoles

Fidèles à leur engagement de soutenir l'éducation, les deux élus locaux ont fourni du matériel didactique, des

chaises, des tabourets pour les plus jeunes, ainsi que des kits scolaires à destination des élèves défavorisés de ces établisse-

ments. Cette action, désormais annuelle, vise à pallier les difficultés matérielles auxquelles sont confrontées ces écoles et à favoriser un meilleur démarrage de l'année scolaire. Les dons ont été remis en présence de collègues conseillers et des cadres de la préfecture, témoignant de l'importance accordée à l'éducation par ces acteurs locaux.

Pour Tchabou Dèdèdiwè et Massama-Esso Awadé, ce soutien s'inscrit dans la continuité des efforts du gouvernement togolais, menés sous l'impulsion du Président Faure Gnassingbé, pour améliorer les conditions de l'éducation dans le pays. En offrant ces matériels et kits scolaires, les conseillers municipaux



Remise officielle par les conseillers régionaux

paux entendent contribuer aux objectifs de développement de l'éducation, en particulier dans la commune de Kozah 1.

Les bénéficiaires, élèves et enseignants, se sont montrés reconnaissants pour ce geste bienvenu. Ils ont promis d'en

faire bon usage et ont exprimé leur espoir de voir d'autres bienfaiteurs emboîter le pas pour répondre aux nombreux défis auxquels fait face l'école togolaise.

TDA

**Pour vos annonces et reportages, contactez les numéros suivants : (00228) 91 42 55 00 / 98 67 08 37.**



**16ème séance du CPC :**

# L'amélioration du cadre électoral au menu des discussions

Le cadre permanent de concertation (CPC) a tenu sa 16ème séance de la 2ème session de l'année 2024, le 17 septembre dernier. Ce sont les locaux de la direction des services techniques (DST) du district autonome du Grand Lomé (DAGL) qui ont servi de cadre pour cette réunion périodique.

A l'ordre du jour de cette importante rencontre, les discussions relatives à l'amélioration du cadre électoral dans la perspective de l'organisation et la tenue prochaine des élections sénatoriales attendues au Togo.

Les travaux ont été placés sous la conduite de son président, Me Tchassona Traoré Mouhamed, président du parti MCD. Ce dernier avait à ses côtés, le vice-président du CPC, Adoko Komlan, 1er secrétaire général adjoint de la CDPA, représentant l'opposition parlementaire à l'Assemblée nationale, et le rapporteur général du bureau du CPC, le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, commissaire du gouvernement au CPC et porte-parole de l'institution, Awaté Hodabalo.

Vu l'ordre du jour, la rencontre a connu la participation du représentant du président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), le président de la commission des affaires électorales, monsieur Potopere Tozim.

Au total, 23 formations politiques très actives sur les 26 attendus, ont répondu favorablement à l'invitation du nouveau bureau

du CPC.

Après l'adoption du projet d'ordre du jour soumis, suivi de l'amendement et l'adoption du compte rendu des travaux de la réunion du 03 septembre 2024 présenté à l'assistance politique nationale par le directeur des libertés publiques et des affaires politiques au ministère chargé de l'administration territoriale, monsieur Touh Pahorsiki, les participants ont suivi avec grand intérêt l'intervention du représentant du président de la CENI qui a porté sur le déroulé des dernières élections législatives.

Réagissant à la suite, les membres du CPC ont ouvert des discussions allant dans le sens des propositions immédiates ou à faire parvenir au bureau du CPC, qui pour modifier le code électoral en tenant compte de la nouvelle constitution en vigueur et des besoins nouveaux en faveur des élections améliorées au Togo.

Autre question sensible, le renouvellement des membres de la CENI, s'est invitée à l'unanimité dans les débats. Toutefois, en raison de l'urgence de la tenue imminente des élections sénatoriales, il s'est dégagé un consensus de le faire après le scrutin, avec la réserve permise aux partis politiques représentés à la CENI de pouvoir librement écrire à qui de droit pour faire changer leurs représentants au sein de cette institution.

Au terme des travaux de cette énième rencontre, le président du CPC, Me Tchassona Traoré Mouhamed, visiblement satisfait a informé l'assistance de la présence le 19 septembre 2024 du ministre chargé du commerce qui sur demande du bureau du CPC viendra faire comprendre les raisons de la vie chère au Togo, afin qu'ensemble des solutions idoines puissent être proposer en vue de sou-



2ème à partir de la droite, le ministre Awaté Hodabalo



Vue partielle des participants



Vue partielle des participants



Vue partielle des participants

lager le panier de la ménagère.

Précisons que le CPC se présente comme un cadre fédérateur et un espace de dialogue et de concertation permanente initié par

le président de la République, son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, pour permettre à la classe politique togolaise de se retrouver pour échanger sur toutes les questions tou-

chant à la vie de la nation et faire des propositions au gouvernement dans le respect des prérogatives des institutions de la République.

J.L.



Récépissé N° 0469/21/01/13  
 Edité par CANAL D GROUP  
 RCCM N°TG-LOM 2016 B 1587  
 02BP 20370 Lomé 02 Togo  
 Tél : 00228 91 42 55 00 / 98 67 08 37

Email : journalcanal.d@gmail.com  
 Casier maison de la presse : N°19  
 Siège : Agoè Démakpoè, Von face à la microfinance COCEC ; en face de l'EPL SALOMON

Directeur de Publication  
 Jean Legrand POLORIGNI

Rédaction

Francis Parreira  
 Jean Legrand  
 Timothée Adjogla  
 Yvette Sossou

Infographie : Impact Communication  
 Imprimerie : Direct Print



« Sauvons une élite du futur » / 4ème édition :

# «Nénuphar et Lotus» apporte du sourire aux enfants défavorisés de Yéviépé

La quatrième édition du projet « Sauvons une élite du futur », initié par l'association Nénuphar et Lotus, s'est déroulée le samedi 14 septembre 2024 à Yéviépé, dans la préfecture de Kloto. Cet événement annuel vise à soutenir les élèves en situation défavorisée à travers la distribution de kits scolaires.



*Cherif Adeoussi, Pdt de l'association Nénuphar & Lotus*

Dans la cour de la chefferie de conduite par Togbui Agbayi-Xémasowu IV, la cérémonie, a rassemblé plusieurs acteurs locaux dont les membres de la chefferie du village, les enseignants, des leaders religieux, les parents d'élèves ainsi que les enfants bénéficiaires.

Cette édition a été marquée par l'implication renforcée de l'association Loli Aide à l'enfance, principal partenaire de cette année, et d'autres organisations telles que France Volontaires, ADES-ADES-TOGO et l'association Agudzedze.

Une soixantaine d'enfants ont reçu des kits scolaires

res complets, composés de cahiers, stylos, crayons, règles, des sacs à dos pour certains et autres fournitures indispensables pour leur rentrée académique. L'assistance à travers les différentes interventions, a eu droit à des sensibilisations sur l'hygiène de vie et sur la protection de l'environnement.

En plus des dons habituels, une nouveauté a été introduite cette année : la reconnaissance des meilleurs élèves des examens de l'année académique précédente, une initiative portée par l'association Agudzedze.

Dans son mot de circonstance, le président de Nénuphar et Lotus, M. Chérif Adeoussi,



*Vue partielle des bénéficiaires*



*Photo de famille*

a partagé sa vision pour le projet : « L'objectif principal de « Sauvons une élite du futur » est de soutenir les élèves issus de milieux défavorisés en leur fournissant des kits scolaires complets. Ce soutien vise non seulement à alléger la charge finan-

cière des familles, mais surtout à encourager les enfants à poursuivre leurs études dans de bonnes conditions. Nous espérons, à travers cette initiative, donner à ces élèves un véritable tremplin pour leur réussite future. »

M. Adeoussi a également rappelé que cette initiative trouve son origine dans son propre parcours scolaire, marqué par des difficultés financières. Dans la foulée, le métro- nome de cette initiative a exprimé sa reconnaissance à l'endroit des associations qui l'ont soutenu jusqu'à l'obtention de son baccalauréat ; une expérience qui l'a profondément inspiré pour aider à son tour les enfants dans le besoin.

Pour sa part, la présidente de l'association Loli Aide à l'enfance, Mme Chérifa Adjakly, a exprimé sa gratitude pour cette collaboration seconde du genre après une opération similaire le 30 août dernier à l'orphelinat Blessings de Hahotoé (préfecture du Zio). Elle a souligné l'importance de soutenir les enfants vulnérables.

« Nous sommes fiers de contribuer à cette noble cause. À travers notre partenariat avec Nénuphar et Lotus, nous espérons non seulement soulager les familles, mais aussi offrir une chance égale à tous ces enfants

d'exceller à l'école. Chaque enfant mérite une éducation de qualité, quel que soit son milieu. », a-t-elle indiqué.

Même son de cloche chez le représentant de France Volontaires Togo, M. Esono Wèdeou Gnamke.

Au nom des parents d'élèves bénéficiaires, Mme Éya Attiwo a exprimé toute sa gratitude à l'endroit des donateurs. « Ce geste symbolique de Nénuphar et Lotus et leurs partenaires apporte un soulagement matériel, mais également encourage nos enfants à mieux s'investir dans leurs études. », s'est-elle réjouie.

Après 3 années d'exécution, le projet « Sauvons une élite du futur » a progressivement pris de l'ampleur depuis ses débuts, avec un nombre croissant de partenaires et d'enfants bénéficiaires. Les perspectives d'avenir sont ambitieuses d'après le président de l'association Nénuphar et Lotus. A en croire ses propos, l'association prévoit étendre le projet, introduire des volets de mentorat pour les élèves. M. Le premier responsable de l'association a conclu en réitérant son engagement à soutenir ces enfants autant que possible.

**Yvette Sossou**



# -30%

sur le dédouanement des véhicules d'occasion jusqu'au 20 décembre 2024

Mesure de dépréciation de 30% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge

Office Togolais des Recettes - OTR

8201 +228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATE www.fbrtj



Cybersécurité :

# Le Togo bondit dans le top 10 africain

Le Togo se positionne désormais dans le top 10 des pays africains en matière de cybersécurité, selon le rapport 2024 du Global Cybersecurity Index (GCI), publié par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT).

Dans le détail, le pays affiche une avancée spectaculaire en atteignant un score de 88,8 points, le plaçant dans le Tier 2 - « Advancing ». Ce bond est d'autant plus remarquable que le Togo n'affichait que 33 points lors de la dernière évaluation, rejoignant ainsi des nations comme la Suisse, Israël, le Canada et la Chine.

Le GCI, qui évalue l'engagement des pays à travers cinq piliers (mesures légales, techniques, organisationnelles, développement des capacités et coopération), a du reste salué les efforts constants du Togo en la matière.

Pour le gouvernement, à travers le ministère en charge de la digitalisation, ces progrès sont le fruit d'une stratégie



mûrie, avec de Cyber Defense Africa (CDA). La collaboration entre l'État togolais et Asseco Data Systems S.A. a permis de

doter le pays d'un personnel local formé aux technologies de pointe, tout en respectant les normes internationales.

Pour Lomé, c'est également l'opportunité de revenir sur les ambitions de devenir un leader régional en matière de cybersécurité, grâce à des initiatives législatives, des infrastructures robustes, des partenariats stratégiques et des manifestations internationales.

Togofirst.com

Education :

# L'Association ASAED équipe 558 enfants en kits scolaires à Gati

Fidèle à son engagement, celui de voler au secours de l'enfance en difficulté, l'Association de Soutien et d'Aide Aux Enfants Démunis (ASAED) s'est illustrée une fois encore à l'orée de la rentrée scolaire académique 2024-2025.



A droite, le pdt de l'ASAED, Ndanikada Abalo

Cette fois ci c'est le village de Gati situé dans le canton de Gbatopé à 45 km de Lomé qui a eu le privilège de recevoir la délégation de l'association ASAED qui une fois encore a mis les petits plats dans les grands pour cette opération 10ème du genre.

Dans la pratique, les kits scolaires composés de 1200 cahiers de 100 pages, 900 cahiers de 200 pages, 240 ardoises, 300 stylos bleus, 200 stylos rouges, 36 crayons et 72 ensembles géométriques sont allés à 558 enfants pour la majorité, orphelins de père

ou de mère. Selon les premiers responsables de l'association, le choix de Gati s'explique par le fait d'une très forte présence d'enfants orphelins et d'enfants démunis dont les parents ou tuteurs ont du mal à préparer la rentrée académique chaque année.

Selon le président de l'ASAED, Ndanikada Abalo Claude, l'un des objectifs de l'association est de soutenir les enfants démunis en Kits scolaires chaque année afin de préparer la relève de demain. « Cette édition organisée dans le village de Gati a permis de



La foule en liesse

voir des enfants manifesté leur joie en recevant ce don qui leur permettra d'aller à l'école. C'est pour nous l'occasion d'exprimer nos remerciements à nos donateurs de divers horizons qui nous soutiennent chaque année pour la réussite de cette activité ».

Au nom des bénéficiaires, le représentant du chef du village, Avoume Koffi Alex a exprimé sa grande joie et ses remerciements à l'association ASAED pour le don de kits scolaires à l'endroit des enfants originaires de son village. « Grace à ce geste, les enfants démunis de mon village auront le courage de bien démarrer la rentrée scolaire 2024 - 2025 le 16 Septembre 2024. Je promets qu'un suivi rigoureux sera mis en place pour que nous puissions avoir un taux de réussite satisfaisant à la fin de l'année. »

Mue par la vision de contribuer à l'amélioration des enfants démunis, l'Associa-



vue partielle des dons

tion de Soutien et d'Aide aux Enfants Démunis (ASAED) intervient dans le domaine de la protection des enfants démunis et s'est donnée entre autres pour objectifs de promouvoir la scolarisation des enfants démunis surtout en milieu rural,

susciter le goût des études et la recherche de l'excellence auprès des enfants démunis, lutter contre la déscolarisation et la non scolarisation des enfants démunis.

Francis Parreira



Implication des femmes dans la lutte contre les changements climatiques :

## L'ATJ2E en fait un cheval de bataille

Le mercredi 11 septembre 2024, l'Association Togolaise des Journalistes Engagés pour l'Environnement (ATJ2E) en collaboration avec l'Association Familles Engagées pour le Développement Inclusif en Afrique (FEDIA), a tenu un atelier de formation à Lomé. Destinée à une vingtaine de journalistes togolais, principalement constitués de femmes, cette initiative vise à renforcer leur capacité à traiter les questions climatiques en mettant un accent particulier sur l'impact du changement climatique sur les femmes.

Une urgence climatique ciblant les femmes

Le président de l'ATJ2E, Hector Namngue, a insisté sur la vulnérabilité accrue des femmes face aux catastrophes climatiques. Selon lui, « les femmes constituent la population la plus touchée par les effets pervers des changements climatiques », rappelant que selon l'ONU, elles ont 14 % de risques supplémentaires d'être affectées par ces catastrophes. Le rôle des journalistes, a-t-il souligné, est capital pour sensibiliser et faire remonter ces réalités aux décideurs, afin que des solutions adéquates soient trouvées.

« Nous voulons amener les journalistes à tourner davan-

tage le regard vers les femmes et à porter leurs voix auprès des décideurs. Ces dernières subissent des dégâts climatiques importants dans leur quotidien, notamment à travers leurs activités économiques. » a ajouté M. Namngue.

FEDIA s'engage pour les femmes et l'environnement

La directrice exécutive de FEDIA, Delali Apegnowou, a rappelé les engagements de son association dans la lutte contre les inégalités climatiques et l'appui aux femmes, qui sont des piliers incontournables pour un développement inclusif et durable en Afrique. Elle a encouragé les journalistes à devenir des acteurs essentiels dans la sensibilisation et le

changement.

Pour sa part, le coordinateur des projets de FEDIA, Sandro Agbeli, a réitéré l'importance de la protection de l'environnement tout en plaçant les femmes au cœur des initiatives de développement. Il a déclaré que « les femmes sont les principales actrices du développement de leur pays et sont aussi les plus affectées par les conséquences des changements climatiques. » Il a également souligné les engagements de FEDIA, notamment dans les domaines de la santé, du développement des enfants et des femmes, et de l'environnement.

Témoignage d'une agricultrice

La présidente des jeunes agricultrices de la région maritime, Christelle Koffi-Akakpo, a témoigné des défis rencontrés par les femmes dans le secteur agricole.

Selon elle, la sécurité alimentaire est l'une des grandes menaces engendrées par les chan-



A droite, le pdt de l'ATJ2E, Hector Namngue



Photo de famille

gements climatiques, affectant les spéculations agricoles. « Les femmes n'ont pas accès à la terre et les inégalités persistent. » a-t-elle déploré, tout en soulignant les efforts faits par les femmes pour diversifier

leurs activités et trouver des solutions alternatives, telles que la commercialisation et les prestations de service, pour améliorer leur résilience.

Skay Ivory

Finance Climat :

## Un Séminaire de Haut niveau bat son plein à Cotonou

Le Séminaire de Haut Niveau sur la Finance Climat s'est ouvert le mercredi 18 septembre à Cotonou au Bénin, réunissant des décideurs publics et privés de l'UEMOA. L'événement vise à adopter une nomenclature sectorielle pour les études de faisabilité des projets climatiques et à définir des mécanismes efficaces de financement pour accélérer leur développement.

Conscients de l'urgence climatique, les participants abordent les mécanismes de financement des études de faisabilité, une étape cruciale pour l'aboutissement des projets climatiques.

Les travaux de deux jours visent à mettre en place une nomenclature sectorielle harmonisée et d'intégrer les co-bénéfices climatiques ainsi que les Objectifs de Développement Durable (ODD) dans ces études.

Les échanges se concentrent sur plusieurs objectifs spécifiques notamment : l'examen de l'évolution des besoins de financement pour les études de faisabilité des projets climat dans les États membres de l'UEMOA, l'adoption d'un mécanisme d'abondement communautaire pour le Fonds d'Études Climat (FEC) afin de soutenir les projets climatiques, le développement d'une nomenclature standard des études de faisabilité pour assurer l'intégration des co-bénéfices d'adaptation et d'atténua-

tion et enfin la préparation de la « Déclaration de Cotonou », une recommandation officielle pour harmoniser le financement et la nomenclature des études climat, à soumettre à la Conférence des Chefs d'État de l'UEMOA.

Réaffirmer l'ambition climatique avec le Fonds d'Études Climat

Dans son discours d'ouverture ce mercredi 18 septembre, M. Ben Barka Moustapha, vice-président de la BOAD, a mis en avant la nouvelle dynamique de la banque pour soutenir les projets climatiques dans la zone UEMOA, à travers la création du Fonds d'Études Climat et le renforcement de la finance climat.

Depuis près de 15 ans, la BOAD s'est dotée d'instruments de financement climatique, marquant les premiers pas vers une stratégie intégrée pour lutter contre les changements climatiques. Cette ambition s'est renforcée avec l'adoption de la deuxième Stratégie Envi-



La table d'honneur

ronnement et Climat 2021-2025 (SEC II), qui vise à aligner les actions de la banque sur les défis du développement durable et résilient dans les États membres de l'UEMOA. M. Ben Barka Moustapha a rappelé que cette stratégie s'inscrit dans le Plan DJOLIBA, notamment dans son Axe III, axé sur le renforcement de la résilience aux changements climatiques.

Dans le cadre de l'Accord de Paris, les pays de l'UEMOA ont soumis leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN), engageant la région à réduire ses émissions et à s'adapter aux impacts des bouleversements climatiques.

Les besoins de financement pour ces actions sont estimés à environ 100 milliards de dollars US d'ici 2030. Face à ces défis, la BOAD met l'accent sur la mobilisation de ressources concessionnelles et l'intégration des enjeux climatiques dans 25 % de ses opérations. L'objectif

est de soutenir des projets dans des secteurs clés tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable et les infrastructures résilientes.

La création récente du Fonds d'Études Climat (FEC), actée lors de la session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État de l'UEMOA en mars 2021, est une réponse concrète aux défis de financement climatique. Ce fonds, logé à la BOAD, vise à accélérer les investissements verts en facilitant les études de faisabilité des projets climat. « Le financement de ces études est essentiel pour espérer mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des projets à co-bénéfices d'adaptation et d'atténuation », a souligné M. Barka.

Le ministre du cadre de vie et des transports du Bénin M. Tonato José a salué l'initiative en déclarant : « Valider la nouvelle nomenclature des études de faisabilité des projets climatiques et accompagner des mécanismes d'abondement du Fonds d'Études



Ben Barka Moustapha, vice-président de la BOAD

Climat est essentiel. La création de ce fonds est une innovation et un produit nécessaire dans l'accompagnement des États. » a-t-il fait savoir.

Il a également rappelé l'importance d'agir rapidement face aux défis climatiques : « Le sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique que nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire pour maintenir le réchauffement en dessous de 1,5°C comme l'a souhaité l'Accord de Paris. En Afrique subsaharienne, les changements climatiques menacent déjà gravement la sécurité alimentaire et hydrique, aggravant la vulnérabilité de millions de personnes. Il est de notre responsabilité, en tant que décideurs, de poser des solutions qui réduiront notre empreinte carbone tout en promouvant un développement durable. »

Source : Vert-Togo.tg



Guinée Conakry :

## Fin de cavale pour le fugitif le plus recherché du pays

*Il était le fugitif le plus recherché de Guinée. Après plusieurs mois de cavale, le colonel Claude Pivi a été arrêté au Liberia, d'après des sources guinéennes et libériennes. Claude Pivi était le seul accusé absent lors du verdict historique rendu le 31 juillet dernier à Conakry où il a été condamné par contumace à la prison à perpétuité pour son rôle dans le massacre du 28 septembre 2009.*

Claude Pivi, en fuite depuis le 4 novembre dernier, a été arrêté dans un village frontalier entre le Liberia et la Guinée. Il a été condamné en juillet à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de 25 ans pour son rôle dans le massacre du 28 septembre 2009. De sources concordantes, l'arrestation a eu lieu dans la région de Nimba, frontalière de la Guinée forestière.

Les informations concernant la date exacte de cette arrestation en revanche divergent : Dansa Kourouma, président du Conseil national de transition (CNT) en Guinée, a déclaré à RFI en avoir été informé mardi soir. Selon

cette source, le fils de Claude Pivi, Verny Pivi, considéré comme le cerveau de l'évasion de son père de la prison centrale de Conakry, a également été arrêté.

### Vers une extradition ?

Cependant, une source au ministère de l'Intérieur libérien affirme que l'arrestation aurait eu lieu il y a deux semaines, et que Claude Pivi aurait été transféré dans une prison de Monrovia où il se trouverait encore. Selon cette source, des négociations seraient déjà en cours entre les autorités guinéennes et libériennes concernant son éventuelle extradition, souhaitée par Conakry.



Claude Pivi et Verny Pivi,

Des photos de son arrestation ont commencé à circuler mercredi matin sur plusieurs réseaux sociaux et sites de médias guinéens. On y voit Claude Pivi en polo rayé et bermuda, le visage creusé, visiblement affaibli. La presse

libérienne, pour sa part, reste silencieuse sur le sujet.

### L'ennemi numéro un de la junte à Conakry

« Craint » et redouté, Claude Pivi jouissait d'une grande influence au sein de

l'armée guinéenne. Connus sous les surnoms de « Coplan » ou « KO », il était entouré de mystique, renforçant sa légende, surtout après sa disparition en novembre. Lors de ses auditions concernant le massacre du 28 septembre 2009, avant son évasion, il se vantait d'être le seul parmi les douze accusés à avoir véritablement fait la guerre, en Sierra Leone, en Guinée-Bissau et au Liberia. Il avait également été, un temps, garde du corps du chef de guerre Charles Taylor.

Après son évasion, sa tête avait été mise à prix : 50 000 euros pour toute personne aidant à sa capture. Malgré la chute de Dadis Camara, Claude Pivi avait su conserver son influence, au point qu'Alpha Condé l'avait maintenu à la sécurité présidentielle, choisissant de ne pas s'aliéner ses réseaux.

Source : rfi.fr

**PROFITEZ À FOND**

LA FIBRE CANALBOX  
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER  
DANS TOUTE LA MAISON

**CANALBOX**

8866 www.canalbox.ig





## HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES PARCS DE VEHICULES D'OCCASION

**Lundi à vendredi :**  
**07h30 à 17h30**

**Samedi :**  
**08h00 à 16h00**

